
LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
ET L'EUROPE DE L'EST

Jerzy Lukaszewski

Reitor do Colégio da Europa

LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE ET L'EUROPE DE L'EST (*)

Avec une population qui représente environ 6,5 % de la population mondiale, la Communauté européenne fournit à peu près 25 % du Produit National Brut de la planète. Sa participation au commerce international s'élève à 35 % au total, tandis que sa part du montant global de l'aide au développement est de l'ordre de 40 %. Mais ce ne sont pas seulement ces données chiffrables qui déterminent la place et le poids de la Communauté dans le monde. Il convient d'y ajouter la longue histoire des pays qui la composent et leur rayonnement culturel. Il ne faut pas non plus oublier que la Communauté représente aujourd'hui l'une des têtes de pont de la liberté dans le monde submergé par la violence et l'oppression et que c'est précisément dans ce fait que réside l'une de ses principales forces d'attraction.

Il va de soi qu'une entité régionale de cette importance ne peut qu'influencer profondément l'environnement international dans lequel elle se développe. Assurément, la création de la Communauté, sa lente mais irréversible consolidation et son graduel élargissement ont pendant les dernières décennies marqué la situation et l'évolution des autres régions du monde. L'Europe de l'Est ne fait pas exception à cette règle. D'autant moins qu'elle est la voisine la plus proche de la Communauté et qu'elle appartient au même espace historique et culturel, espace dont la rupture artificielle ne date que de la dernière Guerre mondiale.

Schéma d'analyse

L'Europe de l'Est fait actuellement partie de systèmes régionaux qui se superposent: COMECON, Pacte de Varsovie, etc..., le premier étant souvent — mais à tort — considéré comme l'équivalent oriental de la Com-

(*) Conferência proferida no IDN, em 24 de Fevereiro de 1981.

munauté européenne. Il est donc possible de présenter les relations entre la Communauté et l'Europe de l'Est comme une interaction de systèmes régionaux et d'employer des schémas d'analyse élaborés par certains spécialistes. Nous pensons, en premier lieu, à Karl Kaiser et à son étude, «The Interaction of Regional Subsystems: Some Preliminary Notes on Recurrent Patterns and the Role of the Superpowers» (1).

Karl Kaiser a été parmi les premiers à noter que les travaux consacrés à la création et à l'évolution des systèmes régionaux s'étaient trop unilatéralement attachés à l'analyse des facteurs agissant à l'intérieur de ces systèmes et qu'ils avaient négligé — au détriment de leurs conclusions — le rôle de facteurs extérieurs et, en premier lieu, l'impact d'autres systèmes régionaux.

Nous ne traiterons pas, ou presque pas, de l'influence économique de la Communauté sur l'Europe de l'Est. Elle a été étudiée par de nombreux chercheurs et est relativement mieux connue que d'autres, notamment la politique. Or, cette dernière est, à notre avis, plus importante et plus intéressante, et nous nous proposons de lui consacrer l'essentiel de nos remarques. Pour circonscrire davantage notre champ d'investigation, nous aimerions évoquer certains théoriciens des relations internationales, tel James Rosenau, qui soulignent la distinction entre les influences directes et indirectes qu'un système international exerce sur son environnement. Les premières sont le résultat d'un dessein sciemment conçu et entraînent en général des conséquences prévisibles et calculables. Les secondes affectent l'environnement du système dont elles émanent, non pas parce qu'elles ont été engendrées dans ce but, mais du seul fait de l'existence et de l'évolution de ce système. Pour être plus précis, nous ne parlerons pas, par exemple, des efforts pour définir et appliquer une politique commune des Dix vis-à-vis de l'Europe de l'Est, mais plutôt des effets que la Communauté produit dans cette région, sans que ses dirigeants fassent un effort quelconque pour les provoquer et, parfois, sans même qu'ils en soient conscients. Prenons un cas particulièrement frappant: la Communauté n'a pas été créée pour attiser la controverse sino-soviétique; néanmoins, elle le fait par sa seule présence sur l'échiquier international.

(1) *World Politics*, octobre 1968.

Facteur d'une différenciation idéologique et politique

Le premier aspect de l'influence de l'intégration ouest-européenne sur l'Europe de l'Est — dans les limites que nous venons de dresser — est le rôle de la Communauté en tant que catalyseur d'innovations sur le plan de la doctrine et sur celui de la politique. Il convient d'évoquer, en premier lieu, l'impact de la Communauté sur l'Union soviétique. Celle-ci a été hostile aux essais successifs de l'intégration de l'Europe de l'Ouest entrepris après la Seconde Guerre mondiale. Elle a combattu le Conseil de l'Europe, le Plan Schuman, la Communauté européenne de défense avec les moyens de sa diplomatie, de sa propagande et du réseau de ses influences à travers le continent. De nombreux observateurs ont tendance à expliquer cette politique par le poids des traditions russes toujours prédominantes, selon eux, au Kremlin.

Il est exact que la fragmentation politique de l'espace à l'ouest des frontières russes fut l'un des principes fondamentaux de la diplomatie tsariste. La Russie n'a pas cessé de soutenir l'activité des forces centrifuges au sein de l'Etat polono-lituanien jusqu'à ce qu'il périclît de ses divisions internes, à la fin du XVIIIème siècle. Devenue voisine directe de l'Allemagne, la Russie étendit à celle-ci la politique qu'elle avait pratiquée vis-à-vis de la Pologne et devint la principale gardienne du morcellement politique de l'Allemagne pendant presque un siècle. Les horizons de la politique russe s'élargissant, ce fut l'Europe tout entière qui, dans la seconde moitié du XIXème siècle, prit la place qu'avait tenue dans les préoccupations du gouvernement tsariste la Pologne d'abord, l'Allemagne ensuite. La division de l'Europe paraissait aux dirigeants russes d'autant plus souhaitable que l'Europe, en accordant ses politiques et en rassemblant ses moyens, était en mesure de dresser des barrières efficaces devant l'expansionnisme russe, par exemple pendant la guerre de Crimée.

Cependant, l'interprétation des réactions soviétiques à l'intégration de l'Europe de l'Ouest à la lumière des traditions russes seules est, à notre avis, trop unilatérale et incomplète. L'Union soviétique — bien que ceci soit difficilement compréhensible pour beaucoup d'Occidentaux — reste une société idéologique. Par conséquent, l'hostilité de Moscou à l'égard de la Communauté européenne découle également du fait que celle-ci va à l'encontre de la théorie sur les contradictions de l'impérialisme et menace ainsi la validité de la doctrine marxiste-léniniste sur laquelle repose le sys-

tème politique de l'URSS et la place de la classe dirigeant au sein de la société soviétique.

L'échec de la Communauté européenne de défense en 1954 semble avoir induit Moscou à commettre une erreur d'appréciation au moment de la création de la Communauté économique européenne. Les célèbres *Dix-sept Thèses* que le très officiel Institut de l'économie mondiale et des relations internationales à consacrées, en 1957, à cette nouvelle tentative d'intégration ouest-européenne, non seulement comportait une virulente critique de celle-ci, mais encore prédisait son prochain effondrement: «La situation présente se caractérise par le fait que la haute conjoncture d'après-guerre touche à sa fin. L'expérience de l'histoire montre que l'aggravation économique et les crises constituent l'épreuve la plus sérieuse por les unions internationales des monopoles et qu'elles ont souvent conduit à leur faillite» (2). Les progrès que la Communauté a accomplis pendant les quelques années suivantes ont placé la direction soviétique devant un problème sérieux. D'une part, ces progrès soulevaient la question d'une nouvelle appréciation théorique du phénomène de l'intégration ouest-européenne. D'autre part, ils créaient pour le commerce extérieur des Etats de l'Europe de l'Est des difficultés qui exigeaient une autre politique que la simple attente de l'effondrement du Marché commun, annoncé par les idéologues.

C'est M. Khrouchtchev qui a engagé le travail ingrat d'ajustement de la pensée et de l'action communistes à la situation créée en Europe par la formation de la Communauté. Son non-conformisme, exceptionnel dans la couche dirigeante soviétique, le prédestinait à cette tâche. Ses déclarations publiques, tout au cours de la première moitié de l'année 1962, révélaient que le problème de l'intégration ouest-européenne était constamment présent à son esprit et qu'il y cherchait des approches nouvelles. Finalement, il a exprimé sa pensée dans un article publié en août 1962 par la revue théorique du Parti, *Kommounist*. Le premier secrétaire prenait acte du grand succès de l'intégration ouest-européenne, déclarait quelle correspondait aux «tendances objectives à l'internationalisation de la production» dans le monde capitaliste, annonçait l'adaptation de la stratégie communiste à ces tendances, et posait «la question de la possibilité d'une collaboration économique et d'une compétition économique pacifique non seulement entre

(2) Texte français intégral dans l'annexe du livre de Bernard Dutoit, *L'Union soviétique face à l'intégration européenne*, Lausanne 1964.

différents Etats ayant des régimes sociaux différentes, mais encore entre leurs unions économiques».

La déclaration de M. Khrouchtchev a été suivie par la publication d'un nouveau document de l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales de Moscou sur «l'intégration impérialiste en Europe occidentale». Ce document, conçu sous la forme de *Trente-deux Thèses*, a été novateur à plusieurs égards par rapport aux *Dix-sept Thèses* de 1957. Il reconnaissait surtout la réussite du Marché commun. En outre, il présentait l'alliance franco-allemande comme *l'épine dorsale de l'intégration* ⁽³⁾, tandis que les *Dix-sept Thèses* voyaient dans la Communauté l'oeuvre et l'instrument de l'impérialisme américain.

Ces développements sur le plan théorique semblaient annoncer des changements sur le plan politique. Or, ceux-ci ne se sont pas produits et l'Union soviétique — qui a souvent appelé d'autres Etats à reconnaître les réalités de l'Europe d'après-guerre — persistait dans son refus de reconnaître la Communauté. En effet, la perspective d'importantes innovations n'a pas été accueillie favorablement par les éléments conservateurs au sein de la direction soviétique et par leurs alliés dans plusieurs Etats et partis communistes. Des opinions opposées à l'avis de M. Khrouchtchev, formulées en des termes plus ou moins voilés, se sont fait entendre, pour ne citer que celle de M. Wilem Siroky, premier ministre tchécoslovaque de l'époque. On ne risque pas de se tromper beaucoup en supposant que les prises de position de M. Khrouchtchev à l'égard de la Communauté ont alourdi l'acte d'accusation que la bureaucratie soviétique a dressé contre le premier secrétaire en 1964.

Les sérieuses difficultés que la Communauté a connues à partir de 1963 semblaient démentir l'analyse de M. Khrouchtchev et donner raison à ses opposants. La presse soviétique a salué la grave crise qui, en 1965, a immobilisé la Communauté pendant plusieurs mois par de véritables crises de triomphe. Le refus de reconnaître la Communauté pouvait paraître d'autant plus justifié aux conservateurs soviétiques que celle-ci non seulement menaçait la validité du marxisme-léninisme, mais encore devenait un catalyseur de ce que Palmiro Togliatti avait appelé le *polycentrisme*. En effet, une profonde différence d'attitude face à la Communauté a divisé les vingt-trois partis communistes représentés à la conférence, tenue à Moscou du 27 août au 3 septembre 1962 et consacrée aux problèmes du capita-

(3) Texte français intégral des *Trente-deux Thèses* dans Bernard Dutoit, *op. cit.*

lisme moderne. Bien que la position soviétique ait été à ce moment-là déjà atténuée par l'article de M. Khrouchtchev et par les *Trente-deux Thèses* — soumises d'ailleurs à la conférence comme un document de travail — elle a été vigoureusement contestée par les délégués des partis favorables à une politique encore plus pragmatique et plus constructive vis-à-vis de la Communauté. Le PCI est devenu le point de ralliement de cette opposition.

La controverse qui a éclaté à la conférence de Moscou reflète l'antagonisme au sein du mouvement socialiste entre ce qu'il convient d'appeler l'hypothèse pessimiste et l'hypothèse optimiste relatives à l'Europe. D'après la première, lancée par Lénine en 1915 dans son célèbre article *Du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe*, l'unité du vieux continent ne peut être profitable qu'aux monopoles et aux forces réactionnaires. D'après la seconde, cette unité — même si elle n'implique pas la transition immédiate vers le socialisme — est préférable à la fragmentation politique, génératrice de conflits ruineux et obstacle au progrès. Cette seconde hypothèse se situe dans le courant de la grande tradition de la gauche. Ses porte-parole ont été les socialistes dits utopiques, les anarchistes, Rosa Luxembourg et, tout récemment, certains partis socialistes et communistes.

Toutefois, du point de vue de notre sujet, il convient de mettre l'accent sur le fait que cette controverse n'a pas divisé les partis représentés à Moscou selon une ligne «verticale», correspondant à la frontière entre l'Est et l'Ouest, mais plutôt selon une ligne «horizontale». Le point de vue italien a été soutenu tant par certains partis ouest-européens que par certains partis est-européens, tel le polonais. Les Soviétiques, eux, ont enregistré un soutien analogue, de l'une et de l'autre moitié de l'Europe.

Le débat contradictoire concernant la nature de la Communauté européenne, son rôle dans le développement économique, sa signification pour les travailleurs, et sa place dans l'évolution du continent et du monde, est très vite passé du plan des relations entre les partis communistes à celui des syndicats dominés par eux. En décembre 1962, à la conférence de la FSM à Leipzig, une vive polémique à ce propos a opposé les délégués italiens — appuyés, entre autres, par les polonais et les yougoslaves — aux soviétiques et à leurs supporteurs. Ce débat a déteint aussi sur les relations entre les Etats communistes et retenti notamment dans les travaux de différents organes du COMECON. Il a pris une grande intensité dans les rencontres de caractère académique entre les représentants des Etats de l'Europe de l'Est.

«Centre d'attraction»

Passons au deuxième aspect de l'impact de la Communauté sur l'Europe de l'Est. La douzième des *Trente-deux Thèses* de 1962 constate entre autres: «Pour la première fois dans l'histoire de l'après-guerre, la possibilité de créer un 'centre d'attraction' égal ou comparable aux Etats-Unis quant aux ressources humaines et matérielles, au volume de la production industrielle et au commerce extérieur a commencé à se dessiner...». Bien qu'à l'époque, on ait pu s'interroger sur la signification que les auteurs des *Thèses* attribuaient au terme 'centre d'attraction', il est devenu clair entre-temps que les Démocraties populaires n'échappaient pas à l'attrait de la Communauté.

En premier lieu, plusieurs de ces Etats ont été directement concernés par l'intégration ouest-européenne car, malgré tous les bouleversements de l'après-guerre, ils avaient des échanges économiques avec l'Europe occidentale proportionnellement plus importants que l'Union soviétique. Ensuite, leurs liens culturels séculaires avec l'Europe occidentale, ainsi que leur climat politique et intellectuel les rendaient assez imperméables à l'acceptation et à l'application intégrales des préceptes élaborés à Moscou. Par conséquent, les Démocraties populaires s'associaient à l'URSS pour critiquer verbalement la Communauté européenne mais, en même temps, s'efforçaient de sauvegarder et de promouvoir leurs intérêts par des contacts directs avec la Commission de Bruxelles.

La Pologne a été la première à signer, en 1964, avec la Communauté un document qui ne s'appelait ni traité ni accord, mais *arrangement*, et qui lui accordait des facilités pour l'exportation de ses denrées alimentaires vers la Communauté, plus particulièrement vers l'Allemagne. A une ou deux exceptions près, les autres Démocraties populaires ont suivi l'exemple de la Pologne, entre 1964 et 1968. La Yougoslavie a établi des relations diplomatiques avec la Communauté, au début de 1968. La Roumaine a demandé et obtenu l'octroi des «préférences généralisées». Ainsi, plusieurs des Démocraties populaires ont abouti à un niveau d'échanges avec la Communauté européenne bien plus élevé que celui de l'URSS. Par exemple, en 1978, le pourcentage des importations en provenance de la CEE s'élevait à 23,6 en Hongrie, à 22 en Pologne et à 38,4 en Yougoslavie, tandis qu'il n'était que de 14,4 en URSS. Le pourcentage des exportations

vers la CEE s'élevait, la même année, à 18,2 en Hongrie, à 22,9 en Pologne, à 23 en Yougoslavie et seulement à 14,7 en URSS (*).

Assurément, la Communauté est devenue un centre d'attraction pour certains groupes dirigeants de l'Europe de l'Est, en tant que partenaire des échanges, source de crédits et de savoir-faire, facteur d'équilibre par rapport au poids écrasant de l'Union soviétique. Mais elle a aussi ressuscité l'attrait de l'Europe de l'Ouest dans l'opinion publique des pays est-européens, attrait qui avait été très affaibli par Munich, puis par Yalta. La surprenant facilité avec laquelle les régimes communistes ont été installés dans les pays largement ruraux, traditionnalistes et anticommunistes de l'Europe de l'Est, a été due pour une bonne part à l'effondrement de l'image de l'Occident dans cette région. Plus récemment, les peuples est-européens — affectés très directement par l'hégémonie étrangère, par la pénurie et par des restrictions de la liberté — se sentent à nouveau attirés par l'Europe de l'Ouest où s'est volontairement constituée une communauté de nations dans laquelle le niveau de vie a rapidement progressé, la liberté des individus et des groupes est respectée, et les affaires communes réglées au grand jour.

Catalyseur d'une sous-système régional symétrique

Por aborder le troisième aspect de l'impact de l'intégration ouest-européenne sur l'Europe de l'Est, revenons un instant à la réflexion théorique de Karl Kaiser, réflexion que nous avons évoquée plus haut. Le spécialiste allemand observe qu'un sous-système régional complexe («comprehensive regional subsystem») produit sur son environnement l'effet de démonstration et suscite la formation d'autres sous-systèmes du même genre. Sans entreprendre une description détaillée de ce qu'il qualifie de «sous-système régional complexe» — car ceci nous éloignerait trop de notre sujet —, constatons seulement que la Communauté européenne correspond exactement à ce modèle, tant par sa structure que par sa dynamique.

(* Il est à noter que la position de la Communauté vis-à-vis de ces pays est beaucoup plus avantageuse que la position de ceux-ci à l'égard de la Communauté. La part de la Hongrie, de la Pologne, de la Yougoslavie et de l'URSS dans les importations globales de la CEE s'élevait en 1978 respectivement à 0,57 %, 1,27 %, 0,92 % et 3,68 %. La part de ces pays dans les exportations de la CEE représentait, en 1978, respectivement 0,88 %, 1,42 %, 2,11 % et 3,20 %.

Kaiser constate, en outre, que les sous-systèmes régionaux complexes provoquent, dans certaines circonstances, l'érosion d'autres sous-systèmes régionaux — sans avoir été, rappelons-le, créés, dans ce but — pour ne citer que l'effet de la Communauté européenne sur l'Association européenne de libre-échange. Kaiser s'attache enfin à donner de la substance au «postulat d'autonomie» par lequel il désigne les tendances qui se produisent dans des systèmes régionaux auxquels participe une superpuissance. Selon lui, dans de tels systèmes, les petits participants s'efforcent de former un sous-système limité à eux seuls pour équilibrer l'ensemble plus large.

Les développements en Europe de l'Est confirment entièrement les hypothèses de Kaiser. La Communauté européenne a joué un rôle non négligeable dans la cristallisation des tendances à la formation en Europe de l'Est d'une système semblable à elle, c'est-à-dire fondamentalement différent du COMECON. Elle a exercé une influence corrosive sur le COMECON, rappelant celle à l'égard de l'AELE.

Il convient de souligner que la tradition politique séculaire des pays de l'Europe de l'Est comporte une tendance au regroupement face à des voisins plus puissants: la Turquie, l'Empire et la Russie. Ce qui semble mériter une attention toute particulière des historiens contemporains et des politologues, c'est que cette tendance a survécu au changement du système politique, économique et social, survenu après la Seconde Guerre mondiale. En 1948, Tito et Dimitrov signèrent à Bled un accord prévoyant la fusion graduelle de leurs Etats en une union fédérale. Ils considéraient celle-ci comme le noyau d'une fédération plus large des petits pays socialistes. Moscou opposa à ce projet un veto catégorique, mais ne réussit pas à mettre fin à des entreprises analogues.

Pendant le «printemps de Prague», un débat sur la nécessité d'une organisation régionale de l'Europe danubienne et balkanique a pris une très grande ampleur en Tchécoslovaquie, tant dans les cercles dirigeants que dans l'opinion publique. Voici l'avis formulé en 1968 par le vice-directeur de l'Institut tchécoslovaque des relations internationales: «Il faudra analyser les expériences de la Petite Entente, éliminer ce qui était erroné et tributaire de l'époque et de ses conditions, mais de l'autre côté reprendre ce qui était viable et qu'il serait possible de réaliser aujourd'hui, dans les conditions nouvelles créées dans cette région... La tradition de presque vingt ans de coopération des trois pays de la Petite Entente a engendré des liens solides d'amitié entre les nations de ces Etats, liens qui n'ont

pas été sérieusement mis en cause même au moment de la rupture politique avec la Yougoslavie dans les années 1950. C'est la sans conteste une bonne expérience avec laquelle on pourrait renouer avec succès» (5).

La Petite Entente socialiste aurait eu un tout autre caractère que le COMECON. Composée d'Etats de taille semblable dont chacun avait développé son propre modèle de socialisme et dont aucun ne prétendait au rôle de guide, elle aurait exercé une puissante force d'attraction sur d'autres Démocraties populaires et elle aurait joui d'une grande sympathie de l'Europe entière.

Il est très intéressant de noter que le même spécialiste tchèque voyait dans la Petite Entente socialiste un noyau qui pouvait s'élargir ultérieurement et dans l'Autriche un Etat membre potentiel. C'est dire qu'à ses yeux, le déterminisme géographique et le déterminisme de la taille de l'Etat prenaient le dessus sur le déterminisme idéologique. Inutile de souligner l'importance d'une telle innovation conceptuelle dans l'univers communiste. Les visites spectaculaires de Tito et de Ceausescu à Prague, en août 1968, semblaient indiquer que l'idée d'une nouvelle Petite Entente passait du domaine de la spéculation intellectuelle dans celui des réalisations politiques.

Il nous paraît indiscutable que l'intervention militaire soviétique en Tchécoslovaquie a été motivée autant par le désir d'empêcher la formation d'un sous-système régional socialiste non hégémonique, que par celui de détruire un foyer de révisionnisme. Comment ne pas le penser en lisant, par exemple, la déclaration que M. Jan Marko, ministre des affaires étrangères du gouvernement tchécoslovaque, a faite en novembre 1969 devant le Comité des relations extérieures de l'Assemblée Fédérale de son pays: «Il est indispensable de prouver la fausseté des théories développées l'année dernière par les forces de droit sur le rôle des grands et des petits Etats dans le monde contemporain, théories selon lesquelles les petits Etats, exposés à la pression des grandes puissances, doivent s'unir afin de résister à cette pression. De telles théories sont basées sur une estimation absolument négative des relations entre les pays socialistes et sur une intention

(5) Alexander Ort, «La Tchécoslovaquie et l'Europe», dans Johan Galtung, ed., *Co-operation in Europe*, Oslo-Bergén-Tromsø 1970, p. 297.

malveillante de présenter les relations entre l'Union soviétique et les autres pays socialistes comme le genre de rapports existant entre les grandes puissances et les Etats qui en dépendent» (6).

Toutefois, l'intervention soviétique n'a pas empêché des dirigeants et l'opinion publique des Démocraties populaires de s'intéresser de plus en plus à une organisation régionale de celles-ci et d'y voir un objectif à atteindre. En février 1969, M. Rezsö Nyers, membre du Bureau politique du Parti hongrois et responsable de la réforme économique, a écrit: «Nous ne pouvons pas considérer l'intégration internationale comme une particularité capitaliste ou socialiste. C'est une arme des pays petits et moyens qui sont exposés à la concurrence sur les marchés mondiaux et dont la situation exige une telle intégration» (7). M. Nyers a subi la disgrâce, et peut-être son intérêt pour l'intégration régionale des petits pays n'y a pas été étranger. Mais ceci n'a pas découragé Varsovie de lancer à son tour un ballon d'essai dans la même direction. Bernard Margueritte relate ainsi dans *Le Monde* les conversations qu'il a eues en Pologne avec de hauts fonctionnaires du Parti: «Selon les personnalités de son entourage, le premier secrétaire estime que la meilleure façon d'assurer à long terme l'indépendance de la Pologne est d'oeuvrer une intégration de plus en plus poussée des pays de l'Europe centrale. Il croit qu'un tel ensemble, tout en maintenant des rapports d'amitié et d'alliance avec l'Union soviétique, pourrait parvenir à une certaine autonomie. C'est là, disent les amis de M. Gierek, la seule manière réaliste pour la Pologne, dans le monde actuel, de mieux se faire entendre» (8).

Ni l'intervention militaire, ni les limogeages, ni les réprimandes n'ont permis à Moscou d'anéantir les tendances à un regroupement des pays de l'Europe de l'Est ayant pour but la sauvegarde de leurs intérêts, de leur identité et de leur dignité. Cette tendance répond à une nécessité historique, s'il y en a. Elle est nourrie par la tradition et la culture de ces pays. Elle est fortement soutenue de l'extérieur par la Chine. Mais elle est sans aucun doute amplifiée par l'exemple de la Communauté européenne. Revenons au récit de Bernard Margueritte: «Cette intégration est mal vue à Moscou, nous disait en souriant une personnalité du Parti, mais pour nous

(6) *Rude Pravo*, 12 novembre 1969.

(7) *Külkereskedelem*, février 1969.

(8) *Le Monde*, 24-25 octobre 1971.

elle n'est pas nécessairement négative: l'apparition d'une troisième force rompt enfin le partage du monde entre les Deux Grands. Avec l'entrée de la Grand-Bretagne dans le Marché commun, c'est l'ère de Yalta qui s'achève définitivement. Pourquoi n'en tirerions-nous pas profit, nous aussi? *Ainsi apparaît en filigrane, comme l'espoir des Polonais, l'image d'un monde équilibré entre quatre forces, Etats-Unis, Europe occidentale, Europe centrale et Union soviétique, dans le respect des alliances traditionnelles et de la sécurité de tous.*

Il est évident que les progrès de l'intégration ouest-européenne, son extension vers le domaine politique, et l'évolution des liens entre la Communauté européenne et les Etats-Unis vers un modèle de relations amicales mais non hégémoniques, ne pourraient — qu'on le veuille ou non — que renforcer des tendances analogues en Europe de l'Est. En revanche, l'enlisement de l'intégration ouest-européenne dans l'immobilisme, ou la désagrégation de la Communauté, priverait les tendances à l'indépendance et à l'unité dans les Démocraties populaires d'un catalyseur efficace et favoriserait l'hégémonie soviétique.

L'avis, fréquemment exprimé, que l'objectif prioritaire de l'URSS est d'éliminer la domination américaine de l'Europe de l'Ouest et que, de ce fait, la France, championne d'une «Europe européenne», est particulièrement bien vue à Moscou, repose sur un malentendu. Aussi longtemps que la finlandisation de l'espace entre l'Elbe et l'Atlantique n'est pas réalisable, Moscou doit choisir entre deux maux: une Europe de l'Ouest sous l'hégémonie américaine ou une Europe de l'Ouest unie et indépendante. Entre ces deux maux, le premier est nettement préférable, car le second pose avec acuité la problème de l'indépendance de l'Europe de l'Est et, à plus long terme, celui d'une réunification graduelle du microcosme européen entre Brest, à l'extrémité ouest de la France, et Brest, à l'extrémité est de la Pologne.

La riposte soviétique

La réponse de Moscou au défi de l'intégration ouest-européenne réside tout d'abord dans un intense effort pour consolider et faire progresser le COMECON. L'intégration accélérée au sein de ce système doit créer un tel enchevêtrement des économies nationales des pays membres que toute velléité d'indépendance serait synonyme de catastrophe. En outre, le COME-

CON est censé devenir un sujet de relations internationales et canaliser les contacts des Démocraties populaires avec le monde extérieur, tout particulièrement avec la Communauté européenne.

L'idée d'établir des relations entre le COMECON et la Communauté, qui a été lancée en 1972 par M. Brejnev et qui a fait des progrès depuis, a été interprétée comme un grand succès pour la Communauté par de nombreux commentateurs occidentaux. Les mêmes commentateurs ont bien moins parlé des objectifs soviétiques que ces ouvertures devant aider à atteindre et des conditions qui y sont attachées. Or, Moscou veut neutraliser le rayonnement de la Communauté vers l'Europe de l'Est en créant l'impression de symétrie entre deux systèmes entièrement asymétriques. Le progrès de l'un est de nature à affranchir ses membres de l'hégémonie d'une superpuissance; le progrès de l'autre implique l'assujettissement de plus en plus profond d'un groupe de petits pays à l'hégémonie de «leur» superpuissance. Il ne faut pas oublier non plus que l'URSS n'est nullement préparée à accepter la finalité politique de la Communauté. Elle est prête à reconnaître la Communauté à condition que celle-ci accepte le rôle d'une zone de libre-échange et arrête son évolution vers les buts politiques que lui assignent les traités constitutifs.

Ce point de vue a été maintes fois exprimé par des porte-parole autorisés de la direction soviétique. Il a trouvé une expression particulièrement précise dans la contribution soviétique à la conférence annuelle des instituts des relations internationales, tenue à Varna en novembre 1972. L'auteur de ce rapport — le professeur N. N. Inozemtsev, membre de l'Académie des sciences, directeur de l'Institut d'économie mondiale et des relations internationales, membre suppléant du Comité central du Parti — a dit: «Les mesures visant à l'élargissement de l'intégration ouest-européenne et les tentatives de l'étendre aux domaines politique et militaire cachent des dangers évidents pour la détente générale en Europe. Certaines forces en Europe de l'Ouest essaient par ces processus d'isoler davantage l'Europe de l'Ouest de l'Europe de l'Est et d'opposer les deux parties du continent». Ensuite, dans un modèle de l'Europe future, de son point de vue idéal, il a dressé le tableau suivant: «L'intégration économique de l'Europe de l'Est et celle de l'Ouest progressera, mais les deux systèmes intégrés ne s'opposeront pas politiquement l'un à l'autre par suite d'une mise en oeuvre des idées d'intégration politique et militaire de l'Europe de l'Ouest. Ne recevant plus de stimulants,

ces idées seront reléguées au second plan» (9). Il est évident que la Communauté privée de sa dynamique et de ses aspects politiques perdrait la capacité d'influencer l'Europe de l'Est et se prêterait plus facilement à un graduel démantèlement, à l'instar de son ancienne rivale, l'AELE.

Une autre mesure soviétique contre le défi de l'intégration ouest-européenne consiste à développer des relations «privilegiées» avec quelques nations ouest-européennes dans l'espoir que le profit et le prestige résultant des échanges et des contacts bilatéraux avec le géant soviétique puissent conduire ces nations à considérer l'intégration ouest-européenne comme une servitude inconfortable.

Finalement, tout en acceptant le principe de relations avec la Communauté, Moscou n'abandonne en rien son hostilité de fond à l'égard de celle-ci. La propagande soviétique et d'obédience soviétique ne cesse pas de présenter la Communauté comme un reliquat de la guerre froide, un bloc fermé, facteur de la division du vieux continent, expression des intérêts capitalistes, et ne cesse pas de l'opposer aux avantages et aux promesses de la coopération paneuropéenne. C'est à la promotion de celle-ci que devaient servir la Conférence et les Accords d'Helsinki.

La Communauté européenne, du seul fait de son existence, influence profondément l'Europe de l'Est. La corrélation entre ses progrès et ses reculs et l'évolution de l'Europe de l'Est ne fait plus de doute. Sa consolidation est non seulement dans l'intérêt des peuples qui la composent mais également dans celui des peuples qui subissent actuellement la domination soviétique.

Jerzy Lukaszewski

Reitor do Colégio da Europa

(9) D'après les extraits du rapport de M. Inozemtsev, publiés dans l'hebdomadaire polonais *Polityka*, 9 novembre 1972.